

# La Chine fait flamber le chène wallon

Un péril jaune guette-t-il nos scieries ? On peut le penser car, depuis deux ans, la Chine s'est soudainement prise d'une passion particulière pour le chène. Et elle achète massivement des feuillus sortis des futaies belges. On estime entre 35.000 et 40.000 m<sup>3</sup> par an le volume de grumes qui partent vers la Chine, pour une production annuelle d'environ 100.000 m<sup>3</sup>», confie Hugues Frère, porte-parole de l'ASBL Hout Info Bois (affiliée à la Fédération nationale des scieries). La Fédération nationale des négociants en bois, elle, évalue à 30 % la production de bois rond belge qui va droit vers l'Asie.

Si cette hausse des prix fait du bien aux négociants, elle est loin de faire le bonheur des scieries. « Le problème économique, social et environnemental », analyse Hugues Frère. Économique parce que les prix grimpent : pour le chène, les scieries devraient aujourd'hui déboursier de 20 à 50 % de plus, selon la circonférence du tronc. En Belgique, en accaparant près d'un tiers de la production, la Chine diminue d'autant la quantité de bois que les scieries belges exploitent sur le marché belge. Les dégâts deviennent alors sociaux : le bois, une fois transformé, rentre en produits finis sur le marché européen. Et à des prix inférieurs à ceux que peuvent pratiquer les entreprises belges après transformation. On risque de pertes d'emplois.

Enfin, si le consommateur y trouve son compte, l'environnement, lui, est en danger. Il suffit d'imaginer la distance parcourue par le chène wallon transformé en Chine et écoulé ici. Ce fait, même le consommateur éco-responsable, qui privilégie le bois indigène aux essences exotiques, est leurré. Ce jeu de l'offre et de la demande et ses effets pervers touchent un secteur

déjà fragilisé. En dix ans, le nombre de scieries a chuté de moitié : il en reste aujourd'hui environ 150 à l'échelle du pays. La plupart sont des TPE familiales, employant peu de personnel. En outre, ce secteur est hermétique : les grandes scieries sous-traitent peu aux petites structures et chacun vit en fonction de son carnet de commande. Résultat : certaines ne résistent pas à une quantité de travail qui joue au yo-yo, comme ce fut le cas avec le hêtre au début de la décennie (avant que la crise ne fasse chuter drastiquement les commandes chinoises) et pour le chène et le peuplier actuellement (30.000 à 40.000 m<sup>3</sup> par an partent vers l'Inde). « En quelques années, des scieries peuvent ainsi se trouver affaiblies », insiste Hugues Frère.

## Imposer des quotas de bois

À l'échelle du pays, l'impact économique est généralisé, avec quelques nuances, toutefois. Ainsi, les exploitants forestiers sont plus nombreux en Wallonie. Le nombre de scieries est un peu plus élevé au sud, tandis que la Flandre est leader dans la seconde transformation du bois. Et si la flambée du chène touche d'abord la Wallonie, celle du peuplier concerne avant tout la Flandre.

Face à cette menace pour le secteur, Hout Info Bois avance quelques pistes : limiter le volume des exportations, ce qui permettrait de réserver une quantité de bois au marché national et d'éviter la flambée des prix, informer le client sur la distance parcourue par le produit fini (impact environnemental), valoriser les professions de la filière du bois. « Il faut réagir, conclut Hugues Frère. Car sans s'en rendre compte, les négociants sont peut-être en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis. » ■ PASCAL LORENT



DEPUIS DEUX ANS, la Chine achète beaucoup de chênes en provenance de Belgique. Dès lors, les prix grimpent, au grand dam des scieries. © AFP.

## L'énergie verte brûle trop de bon bois

Le geste est symbolique : les principaux groupes de transformation du bois en Belgique (Unilin/Quick Step, Spanogroup et Norbord) ont arrêté leur production, jeudi midi. Le mouvement a été suivi dans d'autres pays européens. Le secteur s'inquiète de la baisse de la quantité de bois disponible comme matière première ces prochaines années. D'importantes tensions existent déjà sur le marché, à cause de son utilisation en tant que combustible pour la production d'électricité et de chaleur verte. Les déchets et produits résiduels ne suffisent plus, actuellement, à alimenter les unités de biomasse.

Fedustria, l'organisation professionnelle des fabricants du bois et de l'ameublement, a sorti sa calculatrice :

« En 2020, une tonne de bois sec sera brûlée par an et par Européen pour ce type d'énergie », indique son directeur général, Guy Van Steertegem.

### La faute aux certificats verts

Il pointe du doigt le mécanisme de subside – les certificats verts – accordé par les pouvoirs publics aux projets de biomasse. « Ce secteur peut payer beaucoup plus pour le bois qu'une entreprise classique de transformation. Mais la finalité n'est pas du tout la même ! Nous apportons de la valeur ajoutée », enchaine-t-il. Faire d'une tonne de bois des meubles ou du parquet du travail donne du travail à 54 personnes par heure, contre deux personnes s'il est simplement brûlé.

Les besoins de l'énergie verte vont,

selon Fedustria, presque quintupler en 2020. « En Belgique, nous aurons cette année-là une pénurie de 11 millions de tonnes. Nous devons importer de plus en plus », lance Guy Van Steertegem. Pour de nombreux transformateurs, le marché se déstructure progressivement, avec des prix qui partent à la hausse. Chez Spanolux (Vielsalm), spécialisé dans la fabrication de panneaux et de parquet, le directeur commercial, Wim Seynaeve, craint une perte de compétitivité à court terme. « On est en train de court-circuiter le cycle du bois. On va toucher à sa fonction écologique et économique. Il faut favoriser la réutilisation et le recyclage », précise le responsable de la communication de l'entreprise, Geoffroy Collin. ■

NICOLAS DRUEZ

